

Le Président du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Côte d'Or,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,  
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,  
Vu le décret n° 2010-329 du 22 mars 2010 modifié portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale,  
Vu le décret n° 2012-924 du 30 juillet 2012 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux,  
Vu l'avis de la commission administrative paritaire de catégorie B réunie le 10/03/2020,

CONSIDERANT LE NOMBRE DE RECRUTEMENTS INTERVENUS DANS LE CADRE D'EMPLOIS DANS LES COLLECTIVITES ET ETABLISSEMENTS AFFILIES AU CENTRE DE GESTION DE LA COTE D'OR : 14 RECRUTEMENTS ;  
CONSIDERANT LA POSSIBILITE REGLEMENTAIRE D'APPLIQUER LA REGLE DES 5% DE L'EFFECTIF DU CADRE D'EMPLOIS (282)  
CONSIDERANT LA REPARTITION EFFECTUEE ENTRE LES DEUX GRADES DE REDACTEUR ET REDACTEUR PRINCIPAL DE 2EME CLASSE ;  
CONSIDERANT QUE, PAR CONSEQUENT, 3 NOMINATIONS AU TITRE DE LA PROMOTION INTERNE SONT POSSIBLES.

## ARRETE

### ARTICLE 1<sup>ER</sup>

La liste d'aptitude au grade de rédacteur au titre de la promotion interne de l'année 2020 est établie comme suit :

DEMAY SYLVAIN

MIGNEROT AGNES

ODENT JOSEE

### ARTICLE 2<sup>EME</sup>

La date d'effet de cette liste d'aptitude est fixée au 11 Mars 2020.

### ARTICLE 3<sup>EME</sup>

L'inscription sur la liste d'aptitude ne vaut pas recrutement. Elle est valable pendant quatre ans à partir du 11 Mars 2020 sous réserve que le candidat qui ne serait pas recruté à l'issue de la deuxième année et, le cas échéant, de la troisième année, fasse connaître son intention, un mois avant le terme, d'être maintenu sur la liste d'aptitude avant respectivement le 11 Mars 2022 et le 11 Mars 2023.

Après deux refus d'offre d'emploi dûment notifiée (recommandé avec accusé réception) transmise par une collectivité ou un établissement public au Centre de Gestion de la Côte d'Or, le candidat est radié de la liste d'aptitude.

### ARTICLE 4<sup>EME</sup>

Le Président du Centre de Gestion certifie le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif (22 rue d'Assas – 21000 Dijon) dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

### ARTICLE 5<sup>EME</sup>

Le Président du centre de gestion est chargé de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera:

- transmise à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or,
- affichée au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Côte d'Or, sis 16-18 rue Nodot à Dijon,
- transmise à tous les Centres de Gestion de la Fonction Publique Territoriale,
- notifiée aux intéressés.

FAIT A DIJON LE 10/03/2020  
LE PRESIDENT

Transmis au représentant de l'État, le :

PRÉFECTURE DE LA RÉGION  
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ  
PRÉFECTURE DE LA CÔTE-D'OR

Déposé le : 11 MARS 2020



Le Président

Michel BACHELARD

